

N° 062 du 5 Août 2003 - Prix 300 UM

CHALLENGE

Bimensuel Indépendant d'Informations Générales

La crise continue

On s'attendait à un dénouement rapide et définitif, surtout après la suspension inexpliquée de l'instruction du dossier, ce fût un raidissement dans ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire des Islamistes.

Le bras de fer a commencé, on s'en souvient au mois de mai dernier, lorsque la police politique a mis en détention une trentaine de personnes appartenant ou proches de la mouvance islamiste. Parmi eux, le prédicateur Ould Deddew et l'ex-maire de la commune de Arafatt Mohamed Jemil Ould Mansour, aujourd'hui en exil politique en Belgique.

Le ton est monté d'un cran lorsque le président de la République a fait le rapprochement entre les putschistes et les membres incriminés du courant islamistes en Mauritanie, dans son discours adressé aux populations de Zouérate, lors de sa visite éclair dans cette cité minière. Depuis cette sortie présidentielle, en des termes à peine voilés contre les barbus, les très officiels journaux Horizons et Chaab ne ratent une occasion pour mettre en

garde contre « certains individus égarés par l'esprit sectaire et par le mimétisme ésotérique et dont les laïsses sont tirées par des qu'animent l'envie et la haine ».

Dans sa volonté d'en découdre définitivement avec les Islamistes, le Pouvoir continue de frapper dans le milieu des barbus. C'est dans ce cadre que quatre enseignants d'un centre privé viennent d'être arrêtés, puis auditionnés par le Procureur avant d'être transférés au juge chargé d'instruire le dossier qui a ordonné leur mise aux arrêts à la prison civile de Beyla. Les quatre inculpés sont Mohamed Lemine Ould Lebat, Hamoudy Ould Siam, Mohamed Issa Ould Sid'Ahmed et Yahya Ould Isselmou jusque-là peu connu dans le milieu de la nébuleuse des islamistes.

La même fermeté a amené les autorités du pays à fermer

tous les Instituts d'enseignements et Institutions caritatives proches des Emirats Arabes Unis et du Royaume d'Arabie Séoudite. L'objectif visé est, selon la thèse du Pouvoir, de barrer la route à l'expansion d'un courant de pensée, étranger à nos moeurs religieuses, et qui a pignon sur rue dans certains pays du Golfe. Autre signe de l'ire du pouvoir: le rejet par les autorités militaires de neuf bourses d'études octroyées à des officiers de l'Armée mauritanienne par l'Académie Royale de Riad.

Pour la petite histoire, on retiendra que trois des putschistes sont formés dans des écoles de guerre de ce pays. Il s'agit des ex-commandants Saleh Ould Hannena, Ahmed Ould Ahmed Abd et Yarba Ould Baba Ahmed. Ceci explique-t-il cela?

Ce qui est sûr, c'est que l'affaire se corse de plus en

plus : d'un côté des jeunes qui à chaque prière du vendredi fustigent violemment les politiques suivies par le Gouvernement en particulier, l'établissement des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu et la guerre contre le terrorisme, politiques assimilées à une attaque en règle contre l'Islam et ses fondements, et de l'autre un Pouvoir décidé plus que jamais, à mettre au pas ceux qu'ils qualifient de « *néo-khawaridjs* »...

En attendant le procès, vivement attendu par l'opinion, certains prévenus ont refusé de répondre le lundi dernier aux questions du juge d'instruction en raison de la grève décidée par certains avocats en solidarité avec un des leurs, en l'occurrence Me Bettah suspendu pour trois ans du fait de la guerre qui l'oppose à Me Melainine Ould Khalifa.